

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

Le Paris d'en bas

Cela fait des années que le groupe UDI-MoDem tire la sonnette d'alarme, alertant sur la situation indigente du métro parisien. Avec une contribution de plus de 380 millions d'euros par an, la Ville de Paris est le premier client du métro parisien et ne peut se dégager de sa responsabilité sur les conditions déplorables qui sont réservées aux usagers. La Ville reste pourtant bien muette, se défaussant sans cesse sur la Région, autorité de tutelle, quand les voyageurs continuent, eux, d'être transportés comme du bétail aux heures de pointe!

Ces conditions de transport inacceptables sont bien sûr aggravées par ces temps de canicule. En plein pic de chaleur, on relevait ainsi sur la ligne 6, de bon matin, à l'heure à laquelle 4 à 5 personnes cohabitent au mètre carré, une température de 32 degrés et un taux d'humidité de 65 %.

Le métro parisien cumule presque tous les reproches que les Parisiennes et les Parisiens font plus largement à la Ville de Paris. Outre une saleté omniprésente, on subit la saturation des lignes due à une augmentation constante de la fréquentation. Ceci entraîne, sans la moindre anticipation et sans la moindre mobilisation de moyens supplémentaires, une multiplication des incidents d'exploitation, de signalisation et autres problèmes de régulation du trafic. La pollution de l'air dans les rames, dans les couloirs et sur les quais, est totale ; s'y ajoutent la hausse des incivilités et autres harcèlements liés à la promiscuité, une mendicité omniprésente et la détresse et la misère d'une population de plus en plus précaire, qui vit dans le métro ses addictions dans des conditions d'hygiène parfaitement indignes. Enfin, faute de volonté politique, le Métro reste toujours interdit aux personnes handicapées. Quand cessera ce scandale ?

GROUPE LES RÉPUBLICAINS ET INDÉPENDANTS

JEAN-BAPTISTE DE FROMENT, PREMIER VICE PRÉSIDENT

ALIX BOUGERET, VICE-PRÉSIDENTE DÉLÉGUÉE

Patrimoine culturel : investir pour transmettre

En juin dernier, nous rappelions à l'exécutif que l'entretien et la restauration du patrimoine culturel de la Ville (85 églises, 9 temples et 2 synagogues) était une obligation morale et légale. Or, l'état de dégradation des édifices et les appels des experts du patrimoine nous ont conduit à nous interroger sur la réalité du plan déployé depuis 2015. En effet, 80 millions d'€ devaient être consacrés à ce patrimoine, composé d'édifices et d'œuvres d'art pour certains en grande souffrance ou en péril. Il est apparu que non seulement l'enveloppe budgétaire était insuffisante, mais qu'elle n'avait pas été utilisée dans sa globalité, ce qui expliquait un tel état de dégradation.

En déclarant « l'état d'urgence » et en proposant un « plan de sauvetage », les élus du groupe LRI ont obtenu des engagements financiers : 42 millions d'€ ont été ainsi débloqués et inscrits au budget supplémentaire de juillet. Ce nouveau dispositif comporte cependant un réel défaut de lisibilité sur les édifices concernés. Aussi, nous avons demandé la création d'un comité de suivi, garant de sa mise en œuvre effective avant mars 2020. Plus que jamais, nous sommes et demeurerons mobilisés.

> Retrouvez nos propositions sur notre site grouperlri.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE

NICOLAS BONNET-OULALDJ, PRÉSIDENT DU GROUPE

Budget supplémentaire : des mesures pour le pouvoir d'achat et les services publics

Le budget supplémentaire entérine la gratuité des transports pour les jeunes à Paris. C'est une demande que notre groupe a porté en 2018 et qui se matérialise par 50 millions d'euros inscrits au budget supplémentaire cette année.

C'est une grande avancée pour le pouvoir d'achat des familles qui reste la première de leurs préoccupations. Trop de familles quittent Paris, où la vie devient trop chère. Avec la gratuité des transports pour les enfants et le remboursement de la moitié de la carte imagin'R des collégiens et des lycéens, nous redonnons du pouvoir d'achat aux familles. Le développement des transports en commun est indispensable si nous voulons relever le défi environnemental. Le groupe communiste a obtenu qu'une étude sur la perspective de création d'une rocade de métro au sud de Paris soit prochainement lancée.

Enfin, au regard des besoins de financement avérés pour les transports publics en Île-de-France, la ville doit trouver de nouvelles recettes. Nous avons obtenu que la Ville de Paris interpelle le gouvernement et le parlement pour que, dans le cadre du projet de loi de finances 2020, soit votée une réforme du montant des DMTO en Île-de-France, qui augmente le taux de DMTO, les « frais de notaire » versés à l'occasion d'une vente immobilière. Cette augmentation pourra concerner les transactions les plus chères, au-delà de 1 million d'euros. Cela permettra d'avoir de nouvelles recettes budgétaires pour développer les services publics pour toutes et tous.

GROUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

DAVID BELLARD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Des goûters bios pour tous les enfants !

Des goûters bios pour tous les enfants, c'est voté ! Grâce à l'action des élu·e·s écologistes, des goûters sont déjà distribués aux écolières et écoliers parisiens dans certaines écoles, notamment dans les 9^e, 13^e, 15^e, 18^e et 19^e arrondissements. Devant le franc succès des différentes expérimentations, nous avons fait voter que tous les enfants de la capitale puissent en bénéficier ! Derrière ce moment de plaisir, il y a des enjeux majeurs : la santé, l'alimentation en produits bios et locaux, la lutte contre les inégalités et l'éducation à une consommation responsable.

20% du revenu des ménages est consacré à l'alimentation, c'est un poste de dépense extrêmement important. La prise en charge du goûter des enfants par la ville grâce à la mise en place d'une tarification en fonction des revenus va permettre de soulager les familles les plus modestes. Et s'il est varié, équilibré et issu d'une production durable, le goûter contribue à la croissance saine de nos enfants. Il permet d'éviter le grignotage, qui joue un rôle majeur dans les problèmes de surpoids et d'obésité (1 enfant parisien sur 6 en CE2 présente un excès de poids selon l'Observatoire régional de santé).

Les goûters proposés aux enfants seront issus de l'agriculture bio avec des emballages réduits à leur minimum pour tendre

vers le zéro plastique et le zéro déchet. La commande de la ville peut et doit être un levier pour développer les filières vertueuses, notamment les producteurs locaux engagés dans l'agriculture bio.

Enfin, l'urgence écologique nous impose de transformer notre mode de production et de consommation. L'éducation à une consommation responsable doit faire partie de l'apprentissage de nos enfants. Le temps du goûter en est une formidable occasion.

**GROUPE RADICAL DE GAUCHE,
CENTRE ET INDÉPENDANTS**

LAURENCE GOLDGRAB, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Gare aux interventions en milieu scolaire!

Lors du conseil de Paris de juillet 2019, les élus de notre groupe, par la voix de Laurence Goldgrab, ont interrogé l'adjoint à l'éducation sur les interventions en milieu scolaire. Si en mars 2018 nous avons réclamé plus de transparence dans les interventions tenant à l'éducation à la sexualité auprès des petits Parisiens, d'autres types d'interventions appellent notre attention.

En effet, certains intervenants se présentent comme simples nutritionnistes alors qu'ils travaillent pour des lobbies.

Les enfants étant considérés comme des prescripteurs dans le monde du marketing, ils sont, par l'influence qu'ils peuvent avoir sur la consommation de leurs parents, une cible de choix. Conscients que les enfants sont un public sensible, nous estimons qu'il est de notre devoir de nous interroger sur les différents acteurs qu'ils rencontrent sur le temps scolaire. Que ce soit pour une cause ou pour une autre, nous ne pouvons laisser nos enfants à la merci de lobbies peu vertueux.

Si nombre de ces interventions sont autorisées par le ministère de l'Éducation nationale et qu'il existe une liste des lobbies, nous estimons que les professeurs, mais aussi les parents, devraient être davantage renseignés sur les personnes intervenant auprès des petits Parisiennes et Parisiens.

Devant le peu de transparence actuelle, les élus du groupe RGCI s'interrogent sur les moyens de prémunir nos enfants contre ces pratiques et demandent qu'une note soit diffusée à l'attention de toutes et tous les directrices et directeurs des écoles pour les informer de l'existence de ces pratiques.

Plus que jamais soyons vigilants!

> **Twitter** : @GroupeRGCI

> **Site internet** : www.groupe-prgci-paris.com

**GROUPE LES PARIISIENS PROGRESSISTES,
CONSTRUCTIFS ET INDÉPENDANTS**

JÉRÔME DUBUS, PRÉSIDENT DU GROUPE

Pour une nouvelle politique du logement à Paris

Il n'y a pas de fatalité à ce que les classes moyennes soient victimes du logement à Paris. Au contraire, agissons pour qu'elles en redeviennent les premières actrices ! La réforme de nos

politiques de logement est devenue une nécessité à laquelle les élections municipales devront répondre car nos choix en matière d'habitat définiront l'avenir de notre ville pour les décennies à venir. Il faudra tout d'abord reconstituer l'offre, via la transformation de bureaux (1200 logements/an) et la cession de biens du parc social à leurs occupants (1% du parc/an). Nous devons ensuite mettre en œuvre un plan de relance de l'accession sociale à la propriété (à hauteur de 1000 logements/an) tout en offrant des aides accrues aux propriétaires en vue de l'amélioration de leur résidence. Enfin, le logement social devra rester une chance pour les plus fragiles ainsi qu'une opportunité pour chacun d'engager son parcours résidentiel. En revanche, il ne devra plus être ce lieu d'assignation à vie qu'il est devenu après 18 ans de dérives. Pour cela, la ville doit s'engager pour une répartition plus équilibrée en matière de catégories de logements afin qu'aucun arrondissement ne soit exclu de la production de PLS. Demandons aussi l'annulation de toutes les opérations de conventionnement de PLI en cours et engageons pour les classes moyennes un plan quinquennal de création de logement intermédiaire (3000 PLI/an), notamment là où le seuil légal de 20% de logement social est déjà atteint.

Enfin et surtout, pensons l'enjeu du logement avec modernité et à l'échelle métropolitaine. Paris doit initier une collaboration avec les collectivités voisines afin de réaliser de nouvelles opérations non plus sur son seul territoire, mais aussi sur celui de la MGP en leur apportant un potentiel financement.

GROUPE DÉMOCRATES ET PROGRESSISTES

**JULIEN BARGETON, FADILA MEHAL, ANNE-CHRISTINE LANG,
THOMAS LAURET, DIDIER GUILLOT, MAO PENINOU**

Bonne rentrée aux enfants et aux familles!

La loi pour une école de confiance a été votée ! En cette rentrée, tous les enfants de 3 ans sont désormais obligés d'être instruits. 2 300 postes ont été créés ou le seront à l'école primaire. L'école inclusive ne sera pas qu'un slogan. Tout est fait pour tirer vers le haut nos enfants. Leur intérêt mérite de nous appuyer sur les faits et non sur les rumeurs.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la priorité est donnée à l'école primaire car c'est à ce niveau que naissent le plus souvent les inégalités sociales, au moment de l'acquisition des savoirs fondamentaux. Le gouvernement agit à la racine des maux. Les résultats sont encourageants, mais le chemin reste long. Le ministre de l'Éducation nationale a fixé quatre priorités à cette rentrée 2019 : faire de l'école maternelle le lieu de l'épanouissement et du langage grâce au développement de la sécurité affective et du vocabulaire oral ; faire acquérir les savoirs fondamentaux à tous les élèves avec le dédoublement des classes et les évaluations ; soutenir l'action pédagogique des professeurs avec une formation renforcée et l'enrichissement des ressources d'accompagnement ; cultiver le plaisir d'être ensemble avec des dispositifs inclusifs et culturels.

En aucun cas nos jeunes ne sont abandonnés. Rappelons le dispositif « Devoirs faits » permettant à chaque collégien d'être aidé pour ses devoirs. Le plan pour l'internat du XXI^e siècle, ouvert aux arts, au sport, au monde, a été dévoilé, permettant sociabilisation et excellence. Le service national universel, fondé

sur l'engagement et la solidarité, généralisé à partir de 2021, a fait ses preuves. Notre groupe œuvre au sein de la majorité présidentielle à faire en sorte que du plus jeune âge à l'âge adulte chacun puisse s'émanciper, s'élever, sans césure éducative ou de formation.

> **Twitter : @DemProgParis**

GROUPE GÉNÉRATION·S

LÉA FILOCHE ET YVES CONTASSOT CO-PRÉSIDENT·E·S DU GROUPE

Privatisation ADP : notre affaire à tou·te·s

Depuis le 13 juin 2019, tou·te·s les élect·eur·rice·s peuvent signer en ligne pour soutenir le projet de loi contre la privatisation d'ADP, afin qu'il soit proposé au referendum. Cet exercice novateur permet à tou·te·s les citoyen·ne·s de prendre part concrètement au débat national. ADP, comme la Française des Jeux que le gouvernement veut également privatiser, sont des sources importantes de revenus pour l'État qu'il est stupide de vouloir transférer au privé.

La volonté de privatiser Aéroports de Paris répond à une logique incessante de privatisation. ADP est un actif stratégique de l'État qui assure des missions de sécurité cruciales et qui s'inscrit dans un schéma global d'aménagement du territoire en Île-de-France. De plus, se priver de marges de manœuvres relatives à la mobilité aérienne qui est la plus polluante de toutes paraît soit fou, soit extrêmement cynique à l'heure où l'urgence climatique se fait intenable.

Le transfert de 9 000 kilomètres de concessions autoroutières au secteur privé s'est révélé avoir été un désastre financier pour l'État, la privatisation partielle de l'aéroport de Toulouse nous montre que l'on ne peut pas tout livrer au secteur concurrentiel, au marché. Le 4 décembre 2014, la société d'actionnaires chinois Casil Europe rachète 49,99 % des parts de l'État dans l'aéroport toulousain, dès 2015, les élu·e·s et citoyen·ne·s ont assisté impuissant·e·s au versement de plusieurs millions d'euros de dividendes aux actionnaires en puisant dans les réserves de l'aéroport.

Saisissez-vous de ce débat, signez pour qu'un référendum soit organisé, la privatisation d'ADP est notre affaire à tou·te·s.

> **Retrouvez-nous sur www.generation-s-paris.fr**

GROUPE 100 % PARIS

PIERRE-YVES BOURNAZEL, PRÉSIDENT DU GROUPE

La candidate A. Hidalgo désavoue la Maire de Paris

Une gouvernance efficace, c'est un cap clair. Or, depuis 2014, la Maire de Paris ne gouverne pas, elle annonce. Candidate en 2013, la Maire de Paris rejetait l'idée de créer une police municipale. Candidate en 2019, face à l'évidence, elle se résout à l'annoncer, sans aucune concertation avec les Parisiens.

En 2015, la Maire de Paris refusait l'extension du travail dominical. Quelques mois plus tard, elle autorise l'ouverture des magasins quinze dimanches par an, le maximum autorisé par la loi.

En mars 2018, en plein fiasco Vélib, la Maire de Paris défendait la gratuité des transports. En janvier 2019, elle affirme que la gratuité ne peut être « *l'alpha et l'oméga d'une politique de transport* ».

L'abandon du projet de bétonisation du stade Ménilmontant, hérésie écologique, est le dernier épisode d'une gouvernance qui échappe à toute logique, si ce n'est électoraliste. Le projet de création de six tours à Bercy-Charenton devrait être retravaillé. Pourtant, il y a un an, la Maire de Paris défendait cet « *urbanisme délicat* » et niait toute densification.

La création de quatre « forêts urbaines », en réalité quelques dizaines d'arbres, ne suffira pas à masquer un bilan sans appel. Depuis 2014, Paris fait davantage pousser le béton que la végétation, au détriment de la qualité de vie des Parisiennes et des Parisiens. Qui croire ? La Maire qui s'obstine à bétonner des espaces de respiration ou la candidate qui promet exactement l'inverse ? Finalement, en changeant de pied constamment, la candidate est la meilleure procureure pour dresser le réquisitoire de cette mandature.

Nous proposons une gouvernance plus horizontale. Une idée est bonne ou elle ne l'est pas, elle n'a pas d'étiquette partisane. Et si elle est bonne, on doit tout faire pour la mettre en œuvre et obtenir des résultats.

> **Retrouvez-nous sur Twitter @100prcentParis**